

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/30907]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2020 portant exécution de l'article 47/15bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mars 2021;

Vu le rapport du 19 mars 2021 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'organe de concertation intrafrancophone du 19 mars 2021 et la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone du 19 mars 2021;

Vu l'avis 69.069/4 du Conseil d'État, donné le 25 mars 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19;

Considérant les décisions du Comité de concertation, notamment celle du 22 janvier 2021;

Considérant que l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé prévoit qu'il revient au Gouvernement de fixer les catégories de personnes qui sont susceptibles d'être vecteur de la transmission de la COVID-19 et qui sont en conséquence tenues de se placer immédiatement en isolement ou quarantaine et de procéder à un dépistage, selon les modalités définies par les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales. Il lui revient également de fixer les exemptions à ces obligations. Le Gouvernement exerce cette compétence sur la base des recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales;

En exécution de cette disposition, le Gouvernement a adopté un arrêté du Gouvernement du 6 novembre 2020 auquel il convient aujourd'hui d'apporter de multiples modifications. Par souci de lisibilité, il est décidé de remplacer cet arrêté par un nouvel arrêté de Gouvernement, intégrant ces modifications;

La notion de « territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19 » est modifiée. Il s'agit d'un territoire placé en zone rouge sur le site info-coronavirus.be. Lors du Comité de concertation du 22 janvier 2021, l'autorité fédérale a précisé que les codes couleurs pour décrire la situation épidémiologique des pays étrangers seraient dorénavant référencés via ce site et fixés sur la base de la méthodologie suivante; les codes couleurs des pays au sein de l'UE/EEE sont alignés sur les codes couleur du Centre européen de prévention des maladies (CEPM-ECDC); les pays tiers sont considérés comme zones rouges, à l'exception des pays repris à l'annexe I de la recommandation du Conseil de l'UE 2020/912;

Les modalités d'isolement et de quarantaine fixées par les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales auxquelles renvoie l'article 47/15bis du Code wallon de l'action sociale et de la santé sont précisées;

Enfin, la liste des exceptions aux obligations de quarantaine et de dépistage est modifiée. Lors de sa séance du 5 février 2021, le Comité de concertation a en effet décidé que les entités fédérées devaient transposer dans leur réglementation, pour le 1<sup>er</sup> avril 2021 au plus tard, la liste harmonisée des exceptions aux obligations de quarantaine et de prélèvement dressée par le groupe de travail interfédéral chargé, par une décision du Comité de concertation du 22 janvier 2021, de veiller à harmoniser les réglementations fédérales et fédérées en la matière. Cette liste harmonisée a été approuvée lors du Comité de concertation du 10 février 2021. Le Risk Management Group a rendu un avis favorable sur cette liste le 4 mars 2021;

Vu l'urgence motivée par le contexte de crise sanitaire et l'importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière de quarantaine et de dépistage puissent être prises concernant notamment les personnes revenant de certaines zones situées à l'étranger;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité, du Comité de concertation et au sein de la Conférence interministérielle Santé publique;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique;

Considérant que la COVID-19 continue à circuler sur le territoire européen et belge;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional, et ce, dans toute la mesure du possible en concordance avec les mesures prises au sein des différentes entités fédérées compétentes, via les mesures décidées au sein des organes de concertation interfédérales;

Considérant que si une évolution favorable a permis de limiter les restrictions générales imposées à la population, certaines d'entre-elles demeurent et la COVID-19 constitue toujours un risque sanitaire majeur, présentant un caractère exceptionnel et inédit;

Considérant qu'il est d'une importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière de quarantaine et de dépistage lors de retour de l'étranger puissent être prises rapidement vu le probable départ à l'étranger de nombreuses personnes dès la levée de l'interdiction des voyages non essentiels prévue prochainement;

Considérant l'importance de prévoir des règles claires et harmonisées pour l'ensemble de la Belgique lors de ces retours de l'étranger;

Considérant que l'urgence est justifiée;

Sur proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° personne présumée infectée : personne de catégorie III telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 15°, de l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano;

2° un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19 : un territoire classé en zone rouge sur le site info-coronavirus.be;

3° les personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec les personnes infectées : personne de catégorie IV telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 16°, de l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Les personnes susceptibles d'être vecteur de la COVID-19, à savoir les personnes infectées, les personnes présumées infectées, les personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec les personnes infectées et les personnes qui entrent sur le territoire de la région de langue française après avoir séjourné sur un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19, sont tenues de se placer immédiatement en isolement ou en quarantaine à leur domicile ou tout autre lieu approprié à cet effet, selon les modalités définies par les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales suivantes telles que reprises sur le site info-coronavirus.be :

1° la durée de la quarantaine ou de l'isolement des personnes infectées et présumées infectées est :

a) d'au moins dix jours à dater de l'apparition des symptômes et jusqu'au moins trois jours après la disparition de la fièvre et l'amélioration des symptômes respiratoires en cas de symptômes de la COVID-19;

b) de dix jours à dater de la date du test de dépistage COVID-19, en l'absence de symptômes de la COVID-19;

2° la durée de la quarantaine des personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec les personnes infectées est de dix jours à dater du dernier contact étroit ou à haut risque, étant entendu qu'elle peut être levée en cas de test de dépistage négatif réalisé à partir du septième jour de la quarantaine;

3° la durée de la quarantaine des personnes qui entrent sur le territoire de la région de langue française après avoir séjourné sur un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19 est de dix jours à compter du dernier jour où la personne en question s'est trouvée sur le territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19, étant entendu qu'elle peut être levée en cas de test de dépistage négatif réalisé à partir du septième jour de la quarantaine.

§ 2. Les personnes soumises à une obligation de quarantaine ou d'isolement, sont autorisées à réaliser les activités nécessaires suivantes, qui ne peuvent être reportées après l'expiration du délai de quarantaine, et à condition de porter une attention particulière aux mesures d'hygiène, au maintien d'une distanciation par rapport à d'autres personnes et au port d'un masque bucco-nasal (chirurgical):

1° les déplacements en vue de soins médicaux urgents et de l'accès aux médicaments;

2° les déplacements en vue d'acheter des produits de première nécessité, comme de la nourriture, mais uniquement si personne d'autre ne peut s'en charger, et uniquement dans des cas exceptionnels;

3° les déplacements dans le cadre de questions juridiques ou financières à régler d'urgence et de l'autorité parentale, à condition d'une justification;

4° les déplacements visant à fournir les soins urgents et nécessaires aux animaux domestiques, si personne d'autre ne peut s'en charger;

5° les déplacements dans le cadre de funérailles.

§ 3. Sont totalement dispensées de quarantaine les personnes ayant séjourné sur un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19 relevant des catégories suivantes :

1° les résidents frontaliers ou les travailleurs frontaliers qui voyagent en cette qualité;

2° le personnel chargé du transport de marchandises et les autres personnes travaillant dans le domaine du transport, qui voyagent dans l'exercice de leur fonction;

3° les marins, l'équipage des bateaux remorques et des bateaux pilotes, et le personnel industriel employé dans les parcs éoliens offshore, à condition que les protocoles établis pour réduire le risque de contamination soient respectés;

4° les personnes qui voyagent dans le cadre d'une coparentalité transfrontalière;

5° les élèves, étudiants et stagiaires qui se rendent chaque jour ou chaque semaine à l'étranger dans le cadre de leurs études ou d'un stage transfrontalier;

6° les élèves transfrontaliers qui voyagent dans le cadre de l'enseignement obligatoire ou dans le cadre de l'enseignement supérieur et de promotion sociale, à destination ou en provenance du lieu où ils bénéficient de l'enseignement;

7° les « Border Force Officers » du Royaume-Uni;

8° les personnes dont le test de dépistage s'est révélé positif deux mois avant leur retour.

§ 4. Sont dispensées de quarantaine aux seules fins de l'accomplissement de la raison essentielle de leur voyage en Belgique ou de l'exécution de leur fonction en Belgique, les catégories de personnes suivantes ayant séjourné dans un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19 pour une raison professionnelle ou essentielle :

1° les élèves, étudiants et stagiaires dans le cadre d'un examen ou d'une prestation obligatoire;

2° les professionnels de la santé, les chercheurs dans le domaine de la santé et les professionnels de la prise en charge des personnes âgées, nécessaires pour garantir un minimum de soins de base;

3° les membres de la communauté diplomatique et consulaire, les titulaires d'un mandat, les élus et les représentants officiels des organisations et institutions internationales établies en Belgique, dans le cadre d'une activité essentielle ne pouvant être réalisée à distance y compris par visioconférence;

4° les Chefs d'État et les chefs de gouvernement, les membres du gouvernement, les parlementaires et les hauts fonctionnaires, le personnel diplomatique, consulaire et technique en mission professionnelle, dans le cadre d'une activité essentielle ne pouvant être réalisée à distance y compris par visioconférence;

5° le personnel d'une organisation internationale ou les personnes invitées par une telle organisation et dont la présence physique est requise pour le bon fonctionnement de cette organisation, y compris les inspecteurs d'installations nucléaires;

6° les travailleurs saisonniers, à condition que les protocoles établis pour réduire le risque soient respectés;

7° le personnel des services de police, des services de migration et des douanes;

8° les personnes qui voyagent pour des raisons familiales impératives (maladie grave avec hospitalisation, situation préterminale, décès) dans la limite nécessaire à réaliser cette raison familiale impérative;

9° les personnes hautement qualifiées, si leur travail est nécessaire d'un point de vue économique et ne peut être reporté, le cas échéant comme déterminé par l'employeur en concertation avec la médecine de travail, en ce compris les sportifs professionnels, les professionnels du secteur culturel et les chercheurs scientifiques qui se déplacent dans le cadre de l'exercice de leurs activités professionnelles;

10° les journalistes dans l'exercice de leur mission;

11° les passagers en transit qui séjournent moins de quarante-huit heures en Belgique;

12° les patients qui voyagent pour des raisons médicales impérieuses ou pour poursuivre un traitement médical urgent;

13° les personnes qui voyagent pour fournir une assistance ou des soins à une personne âgée, mineure, vulnérable ou en situation de handicap.

Pour le personnel hospitalier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, la décision est prise en concertation avec la direction et le service d'hygiène de l'hôpital.

Pour le personnel de soin en première ligne, comme les généralistes, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, la décision est prise en concertation avec le cercle de garde.

La dispense visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique que si ces personnes :

1° n'ont pas de symptômes;

2° ne sont pas contact à haut risque d'une personne infectée vivant sous le même toit;

3° ne sont pas positives à un test de dépistage COVID-19;

4° limitent le contact avec le public au strict minimum;

5° dans la mesure du possible, n'utilisent pas de transport en commun;

6° ne peuvent pas télétravailler;

7° respectent les gestes barrières, portent leur masque bucconasal (chirurgical) de manière correcte sur leur lieu de travail en tout temps;

8° limitent les contacts avec d'autres employés, en utilisant autant que possible des entrées et sorties séparées, des vestiaires distincts ainsi que des espaces de pause et de restauration distincts.

§ 5. Sont dispensés de quarantaine les résidents belges ayant séjourné moins de quarante-huit heures sur un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19, à l'exclusion de l'Afrique du Sud, des pays d'Amérique du Sud et du Royaume-Uni.

§ 6. Sont dispensés de quarantaine les non-résidents belges provenant d'un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19, à l'exclusion de l'Afrique du Sud, des pays d'Amérique du Sud et du Royaume-Uni, séjournant moins de quarante-huit heures en Belgique.

§ 7. Sont dispensées de quarantaine les personnes qui obtiennent un résultat négatif au terme de l'auto-évaluation réalisée via un *passenger locator form*.

§ 8. Sont dispensées de quarantaine aux seules fins de l'accomplissement de la raison essentielle de leur voyage en Belgique ou de l'exécution de leur fonction en Belgique les catégories de personnes suivantes ayant séjourné dans un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19 pour une raison professionnelle ou essentielle ou ayant été en contact étroit ou à haut risque avec des personnes infectées:

1° sous réserve d'une attestation de l'employeur pour autant que cela soit pertinent, les personnes asymptomatiques qui exercent une fonction ou une mission essentielle et qui sont des professionnels des soins de santé ou des professionnels de l'aide et des soins aux personnes fragilisées et à condition que l'exercice de leur fonction soit absolument indispensable pour pouvoir garantir des soins de base minimaux et pour autant que les mesures suivantes soient appliquées :

a) port du masque bucco-nasal (chirurgical);

b) respect des règles d'hygiène;

c) contrôle actif de la température corporelle et des symptômes de COVID-19;

d) respect d'une distance minimale d'un mètre et demi avec les membres du personnel;

- e) limitation des contacts sociaux en dehors du travail;
- f) non-utilisation des transports publics;
- g) interdiction de voyager;

2° sous réserve d'une attestation de l'employeur pour autant que cela soit pertinent, les travailleurs qui, par la nature de leur travail, entrent en contact avec le virus qui est l'agent responsable de la maladie COVID-19 dans des laboratoires;

3° les personnes employées dans un secteur essentiel au sens de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, lorsque leur travail répond aux critères cumulatifs suivants:

- a) il s'agit d'une demande urgente déterminée par l'employeur en concertation avec le médecin de travail;
- b) s'il s'agit d'une situation nécessaire déterminée par l'employeur en concertation avec le médecin de travail;
- c) il s'agit d'une fonction indispensable et irremplaçable qui est décrite dans le plan de continuité de l'entreprise, étant entendu que les employeurs d'entreprises ne disposant pas d'un Business Continuity Plan ne pourront jamais bénéficier de cette exception de quarantaine;
- d) la continuité du service essentiel de l'entreprise est menacée à court terme, durant la durée de la quarantaine;
- e) toutes les solutions alternatives ont été envisagées et sont insuffisantes.

La dispense visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique que si ces personnes :

- 1° n'ont pas de symptômes;
- 2° ne sont pas contact à haut risque d'une personne infectée vivant sous le même toit;
- 3° ne sont pas positives à un test de dépistage COVID-19;
- 4° limitent le contact avec le public au strict minimum;
- 5° dans la mesure du possible, n'utilisent pas de transport en commun;
- 6° ne pas peuvent pas télétravaillleur;
- 7° respectent les gestes barrières, portent leur masque bucconasal (chirurgical) de manière correcte sur leur lieu de travail en tout temps;
- 8° limitent les contacts avec d'autres employés, en utilisant autant que possible des entrées et sorties séparées, des vestiaires distincts ainsi que des espaces de pause et de restauration distincts.

L'employeur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, communique une liste des personnes concernées au comité pour la prévention et la protection au travail et au médecin du travail, pour approbation. Une liste nominative des personnes concernées est tenue à jour quotidiennement.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les personnes susceptibles d'être vecteur de la COVID-19, à savoir les personnes présumées infectées, les personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec les personnes infectées et les personnes qui entrent sur le territoire de la région de langue française après avoir séjourné sur un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19, sont tenues de procéder à un dépistage, selon les modalités définies par les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales telles que reprises sur le site info-coronavirus.be.

§ 2. Sont dispensées de l'obligation de dépistage :

- 1° les personnes qui ne peuvent faire l'objet d'un prélèvement d'échantillon pour des raisons médicales attestées par un médecin;
- 2° les personnes qui ne peuvent faire l'objet d'un prélèvement, selon le médecin responsable du prélèvement d'échantillon devant lequel elles se présentent;
- 3° les personnes dont le test PCR s'est révélé positif deux mois avant leur retour.

§ 3. Sont dispensées de l'obligation de dépistage les personnes ayant séjourné sur un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19 relevant des catégories suivantes :

- 1° les résidents frontaliers ou les travailleurs frontaliers qui voyagent en cette qualité;
- 2° le personnel chargé du transport de marchandises et les autres personnes travaillant dans le domaine du transport, qui voyagent dans l'exercice de leur fonction;
- 3° les marins, l'équipage des bateaux remorques et des bateaux pilotes, et le personnel industriel employé dans les parcs éoliens offshore, à condition que les protocoles établis pour réduire le risque de contamination soient respectés;
- 4° les personnes qui voyagent dans le cadre d'une coparentalité transfrontalière;
- 5° les élèves, étudiants et stagiaires qui se rendent chaque jour ou chaque semaine à l'étranger dans le cadre de leurs études ou d'un stage transfrontalier;
- 6° les élèves transfrontaliers qui voyagent dans le cadre de l'enseignement obligatoire ou dans le cadre de l'enseignement supérieur et de promotion sociale, à destination ou en provenance du lieu où ils bénéficient de l'enseignement;
- 7° les « Border Force Officers » du Royaume-Uni;
- 8° les personnes dont le test de dépistage s'est révélé positif deux mois avant leur retour;
- 9° les passagers qui séjournent en Belgique moins de quarante-huit heures.
- 10° les résidents belges ayant séjourné moins de quarante-huit heures sur un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19, à l'exclusion de l'Afrique du Sud, des pays d'Amérique du Sud et du Royaume- Uni;
- 11° les non-résidents belges provenant d'un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19, à l'exclusion de l'Afrique du Sud, des pays d'Amérique du Sud et du Royaume- Uni, séjournant moins de quarante-huit heures en Belgique;
- 12° les personnes qui obtiennent un résultat négatif au terme de l'auto-évaluation réalisée via un passenger locator form.

**Art. 4.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2020 portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé est abrogé.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2021.

**Art. 6.** Le Ministre qui a la santé et l'action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances  
et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2021/30907]

### 1 APRIL 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 47/15bis van het Waalse wetboek van sociale Actie en gezondheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2020 tot uitvoering van artikel 47/15bis, § 1, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 maart 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 maart 2021;

Gelet op het rapport van 19 maart 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan van 19 maart 2021 en het overleg in het intra-Franstalige ministerieel comité voor overleg van 19 maart 2021;

Gelet op het advies 69.069/4 van de Raad van State, gegeven op 25 maart 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19;

Gelet op de beslissingen van het Overlegcomité, met name dat van 22 januari 2021;

Overwegende dat artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid bepaalt dat het aan de Regering is om de categorieën van personen die een vector voor het overbrengen van COVID-19 zouden kunnen zijn, te bepalen en die daarom onmiddellijk in afzondering of quarantaine moeten worden geplaatst en aan een opsporingstest moeten worden onderworpen, volgens de nadere regels bepaald in de aanbevelingen en beslissingen van de federale en interfederale instanties. Zij is ook verantwoordelijk voor het vaststellen van vrijstellingen van deze verplichtingen. De regering oefent deze bevoegdheid uit op basis van de aanbevelingen en beslissingen van de federale en interfederale instanties;

Ter uitvoering van deze bepaling heeft de regering een besluit van de Regering van 6 november 2020 aangenomen, waarin nu een aantal wijzigingen moet worden aangebracht. Omwille van de leesbaarheid is besloten dit besluit te vervangen door een nieuw besluit van de Regering waarin deze wijzigingen zijn opgenomen;

Het begrip "grondgebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19" wordt gewijzigd. Het is een grondgebied dat op de site info-coronavirus.be als rode zone is geclassificeerd; Tijdens de vergadering van het Overlegcomité van 22 januari 2021 heeft de federale overheid gepreciseerd dat de kleurcodes voor de beschrijving van de epidemiologische situatie in het buitenland voortaan via deze site zullen worden doorverwezen en op basis van de volgende methodologie zullen worden vastgesteld; de kleurcodes voor de landen binnen de EU/EER worden afgestemd op de kleurcodes van het "European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC)"; derde landen worden als rode zones beschouwd, met uitzondering van de landen die zijn opgenomen in bijlage I bij Aanbeveling 2020/912 van de Raad van de EU

De afzonderings- en quarantaineprocedures die zijn vastgelegd in de aanbevelingen en beslissingen van de federale en interfederale instanties bedoeld in artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, worden nader omschreven;

Ten slotte wordt de lijst van uitzonderingen op de quarantaine- en opsporingstestverplichtingen gewijzigd. Tijdens zijn vergadering van 5 februari 2021 heeft het Overlegcomité besloten dat de deelgebieden uiterlijk op 1 april 2021 de geharmoniseerde lijst van uitzonderingen op de quarantaine- en afnameverplichtingen in hun regelgeving moeten omzetten, die is opgesteld door de interfederale werkgroep die bij beslissing van het Overlegcomité van 22 januari 2021 is belast met de harmonisatie van de federale en gefedereerde regelgeving op dit gebied. Deze geharmoniseerde lijst is goedgekeurd tijdens het Overlegcomité van 10 februari 2021. De Risk Management Group heeft op 4 maart 2021 een gunstig advies over deze lijst uitgebracht;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ingegeven door de context van de gezondheids crisis en het vitale belang voor de volksgezondheid en om de heropleving van de pandemie in verband met Covid-19 te voorkomen, dat de nodige maatregelen inzake quarantaine en opsporingstest kunnen worden genomen, met name voor personen die terugkeren uit bepaalde zones in het buitenland;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale overheden binnen de Nationale Veiligheidsraad, het Overlegcomité en de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijksrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat COVID-19 nog steeds circuleert op Europees en Belgisch grondgebied;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende derhalve dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle reactie op gewestelijk niveau vereisen, zoveel mogelijk in overeenstemming met de maatregelen die binnen de verschillende bevoegde deelgebieden zijn genomen, via de maatregelen waartoe in de interfederale overlegorganen is besloten

Overwegende dat, hoewel de gunstige ontwikkelingen het mogelijk hebben gemaakt de algemene beperkingen die aan de bevolking worden opgelegd te beperken, sommige daarvan nog steeds bestaan en dat Covid-19 nog steeds een groot gezondheidsrisico van uitzonderlijke en ongekende aard vormt;

Overwegende dat het van vitaal belang is voor de volksgezondheid en om de heropleving van de pandemie in verband met COVID-19 te voorkomen, dat de nodige maatregelen inzake quarantaine en opsporingstests bij terugkeer uit het buitenland snel kunnen worden genomen, aangezien veel mensen waarschijnlijk naar het buitenland zullen vertrekken zodra het niet-essentiële reisverbod wordt opgeheven;

Gelet op het belang van duidelijke en geharmoniseerde regels voor geheel België bij terugkeer uit het buitenland;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° vermoedelijk besmette persoon: een persoon categorie III zoals bepaald in artikel 1, 15°, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano;

2° een grondgebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19: een grondgebied dat op de site info-coronavirus.be als rode zone is geclassificeerd;

3° personen die een nauw contact of een hoogrisico-contact hebben gehad met de besmette personen: personen categorie IV zoals bepaald in artikel 1, 16°, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano.

**Art. 2.** § 1. Personen die vectoren van COVID-19 kunnen zijn, d.w.z. besmette personen, vermoedelijk besmette personen, personen die een nauw contact of een hoog-risico contact hebben gehad met de besmette personen, en personen die het Franse taalgebied binnenkomen na een verblijf in een gebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19, moeten zich onmiddellijk in afzondering of quarantaine plaatsen bij hen thuis of op een andere daartoe geschikte plaats, volgens de modaliteiten die zijn bepaald in de aanbevelingen en beslissingen van de volgende federale en interfederale instanties, zoals vermeld op de site info-coronavirus.be:

1° de duur van de quarantaine of afzondering van besmette en vermoedelijk besmette personen is :

c) ten minste tien dagen vanaf het begin van de symptomen en tot ten minste drie dagen na het verdwijnen van de koorts en verbetering van de ademhalingsymptomen in geval van COVID-19-symptomen;

d) tien dagen na de datum van de COVID-19-opsporingstest, als er geen COVID-19-symptomen zijn;

2° de duur van de quarantaine van personen die in nauw contact of met een hoog risico in contact zijn geweest met besmette personen bedraagt tien dagen vanaf het laatste nauwe contact of het laatste contact met een hoog risico, met dien verstande dat de quarantaine kan worden opgeheven indien de opsporingstest die vanaf de zevende dag van de quarantaine wordt uitgevoerd, negatief is;

3° de duur van de quarantaine voor personen die het grondgebied van het Franse taalgebied binnenkomen na een verblijf op een grondgebied waar het risico van besmetting met COVID-19 zeer groot is, bedraagt tien dagen vanaf de laatste dag waarop de betrokkene op het grondgebied was waar het risico van besmetting met COVID-19 zeer groot is, met dien verstande dat de quarantaine kan worden opgeheven indien de opsporingstest die vanaf de zevende dag van de quarantaine wordt uitgevoerd, negatief is.

§ 2. Personen die in quarantaine of in isolatie zijn geplaatst, mogen de volgende noodzakelijke activiteiten verrichten, die na het verstrijken van de quarantaineperiode niet kunnen worden uitgesteld, mits bijzondere aandacht wordt besteed aan hygiënische maatregelen, het op afstand houden van andere personen en het dragen van een mond-neusmasker (chirurgisch masker):

1° verplaatsingen voor dringende medische zorg en toegang tot medicijnen;

2° verplaatsingen om meest noodzakelijke goederen te kopen, zoals voedsel, maar alleen als niemand anders het kan doen, en alleen in uitzonderlijke gevallen;

3° verplaatsingen in verband met juridische of financiële kwesties die een dringende regeling en ouderlijk gezag vereisen, mits daarvoor een rechtvaardiging wordt gegeven;

4° reizen om dringende en noodzakelijke zorg te verlenen aan huisdieren, als niemand anders het kan doen;

5° verplaatsingen in verband met begrafenissen.

§ 3. Personen die in een gebied met een zeer hoog risico van besmetting met COVID-19 hebben verbleven en die tot de volgende categorieën behoren, zijn volledig vrijgesteld van quarantaine:

1° grensbewoners of grensarbeiders die in die hoedanigheid reizen;

2° personeel in het goederenvervoer en andere op vervoersgebied werkzame personen die reizen in het kader van de uitoefening van hun functie;

3° zeelieden, de bemanning van sleep- en loodsboten en het industrieel personeel dat in offshore-windmolenparken wordt tewerkgesteld, op voorwaarde dat de protocollen ter beperking van het besmettingsrisico worden nageleefd;

4° personen die reizen in het kader van een grensoverschrijdende co-ouderschapsregeling;

5° scholieren, studenten en stagiairs die in het kader van hun studies of van een grensoverschrijdende stage dagelijks of wekelijks naar het buitenland reizen;

6° de grensoverschrijdende leerlingen die in het kader van de leerplicht of in het kader van het hoger onderwijs en de sociale promotie reizen naar of van de plaats waar zij onderwijs volgen;

7° de "Border Force Officers" van het Verenigd Koninkrijk;

8° personen die twee maanden voor hun terugkeer een positieve opsporingstest hebben ondergaan.

§ 4. de volgende categorieën personen die beroepshalve of om een essentiële reden in een gebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19 hebben verbleven, worden van de quarantaine vrijgesteld met als enig doel de essentiële reden van hun reis naar België of de uitoefening van hun functie in België te vervullen:

1° leerlingen, studenten en stagiairs in het kader van een examen of een verplichte dienst;

2° gezondheidswerkers, onderzoekers op het gebied van gezondheid en bejaardenverzorgers, nodig om een minimum aan basiszorg te garanderen;

3° de leden van de diplomatieke en consulaire gemeenschap, mandatarissen, verkozenen en officiële vertegenwoordigers van in België gevestigde internationale organisaties en instellingen, in het kader van een essentiële activiteit die niet op afstand kan worden uitgeoefend, onder meer per videoconferentie;

4° de Staatshoofden en regeringsleiders, leden van de Regering, parlementsleden en hoge ambtenaren, alsmede diplomatiek, consulair en technisch personeel op dienstreis, in het kader van een essentiële activiteit die niet op afstand kan worden uitgeoefend, met inbegrip van videoconferenties;

5° het personeel van een internationale organisatie of door een dergelijke organisatie uitgenodigde personen wier fysieke aanwezigheid vereist is voor de goede werking van de organisatie, met inbegrip van inspecteurs van nucleaire installaties;

6° seizoenarbeiders, mits de ter beperking van het risico vastgestelde protocollen worden nageleefd;

7° het personeel van politie, migratie en douane;

8° personen die reizen om dwingende familiale redenen (ernstige ziekte met ziekenhuisopname, preterminale situatie, overlijden) binnen de limiet die noodzakelijk is om deze dwingende familiale reden te bereiken;

9° hooggekwalificeerde personen, indien hun werk economisch noodzakelijk is en niet kan worden uitgesteld, indien dit noodzakelijk is bepaald door de werkgever in overleg met de arbeidsgeneesheer, met inbegrip van beroepssportlui, beroepsbeoefenaars op cultureel gebied en wetenschappelijke onderzoekers die zich in het kader van hun beroepsbezigheden verplaatsen;

10° journalisten bij de uitoefening van hun opdracht;

11° transitpassagiers die minder dan achtenveertig uur in België verblijven;

12° patiënten die reizen om dwingende medische redenen of om een dringende medische behandeling te ondergaan;

13° personen die reizen om bijstand of verzorging te verlenen aan een bejaarde, een minderjarige, een kwetsbare of een gehandicapte persoon.

Voor het in lid 1, 2°, bedoelde ziekenhuispersoneel wordt de beslissing genomen in overleg met de directie en de dienst hygiëne van het ziekenhuis.

Voor het in lid 1, 2° bedoelde eerstelijnszorgpersoneel, zoals huisartsen wordt de beslissing genomen in overleg met de dienstdoende kring.

De in lid 1 bedoelde vrijstelling is slechts van toepassing indien deze personen:

1° geen symptomen hebben;

2° geen hoog-risico contact zijn van een besmette persoon die in hetzelfde huishouden woont;

3° niet positief testen op COVID-19;

4° het contact met het publiek tot een strikt minimum beperken;

5° voor zover mogelijk, geen gebruik maken van het openbaar vervoer;

6° niet kunnen telewerken;

7° de barrièregebaren respecteren, hun mondmasker (chirurgisch masker) op hun werkplaats steeds op een correcte manier dragen;

8° het contact met andere werknemers beperken door, waar mogelijk, gebruik te maken van afzonderlijke in- en uitgangen, afzonderlijke kleedkamers en afzonderlijke pauze- en eetruimten.

§ 5. Belgische ingezetenen die minder dan achtenveertig uur hebben doorgebracht in een gebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19, met uitzondering van Zuid-Afrika, Zuid-Amerikaanse landen en het Verenigd Koninkrijk, zijn vrijgesteld van quarantaine.

§ 6. Niet-ingezetenen van België die afkomstig zijn uit een gebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19, met uitzondering van Zuid-Afrika, de landen van Zuid-Amerika en het Verenigd Koninkrijk, en die minder dan achtenveertig uur in België verblijven, zijn vrijgesteld van de quarantaine.

§ 7. Personen die bij de zelfbeoordeling via een "passenger locator form" negatief op COVID-19 testen, zijn vrijgesteld van quarantaine.

§ 8. De volgende categorieën personen zijn vrijgesteld van quarantaine met als enige doel te voldoen aan de essentiële reden van hun reis naar België of de uitoefening van hun functie in België: personen die beroepshalve of om een essentiële reden in een gebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19 hebben verbleven of die in nauw contact of met een hoog risico in contact zijn geweest met besmette personen:

1° mits attest van de werkgever voor zover dit relevant is, asymptomatische personen die een essentiële functie of taak vervullen en gezondheidswerkers zijn of beroepsbeoefenaars die bijstand en verzorging verlenen aan kwetsbare personen en voor zover de uitoefening van hun functie absoluut noodzakelijk is om een minimum aan basiszorg te kunnen waarborgen en op voorwaarde dat de volgende maatregelen worden toegepast:

- h) het dragen van een mondmasker (chirurgisch masker);
- i) naleving van de verplichte hygiënevoorschriften;
- j) actieve controle van de lichaamstemperatuur en van de symptomen van Covid-19;
- k) het houden van een minimumafstand van anderhalve meter met het personeel;
- l) beperking van de sociale contacten buiten het werk;
- m) geen gebruik maken van het openbaar vervoer;
- n) een reisverbod;

2° op voorwaarde van een attest van de werkgever, voor zover dit relevant is, de werknemers die door de aard van hun werk in laboratoria in contact komen met het virus dat het agens is dat COVID-19 veroorzaakt;

3° de personen die werkzaam zijn in een essentiële sector in de zin van bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, wanneer hun werk voldoet aan de volgende cumulatieve criteria:

- a) het gaat om een dringend verzoek dat door de werkgever in overleg met de arbeidsgeneesheer is vastgesteld;
- b) het gaat om een noodzakelijke situatie die door de werkgever in overleg met de arbeidsgeneesheer is vastgesteld;
- c) het gaat om een onmisbare en onvervangbare functie die in het bedrijfscontinuïteitsplan is beschreven, met dien verstande dat werkgevers van bedrijven zonder een "Business Continuity Plan" nooit een beroep zullen kunnen doen op deze quarantaine-uitzondering;
- d) de continuïteit van de essentiële dienstverlening van de onderneming wordt op korte termijn, tijdens de quarantaineperiode, bedreigd;
- e) alle alternatieve oplossingen zijn in overweging genomen en ontoereikend zijn.

De in lid 1 bedoelde vrijstelling is slechts van toepassing indien deze personen:

- 1° geen symptomen hebben;
- 2° geen hoog-risico contact zijn van een besmette persoon die in hetzelfde huishouden woont;
- 3° niet positief testen op COVID-19;
- 4° het contact met het publiek tot een strikt minimum beperken;
- 5° voor zover mogelijk, geen gebruik maken van het openbaar vervoer;
- 6° niet kunnen telewerken;
- 7° de barrièregebaren respecteren, hun mondmasker (chirurgisch masker) op hun werkplaats steeds op een correcte manier dragen;
- 8° het contact met andere werknemers beperken door, waar mogelijk, gebruik te maken van afzonderlijke in- en uitgangen, afzonderlijke kleedkamers en afzonderlijke pauze- en eetruimten.

De in het eerste lid, 3°, bedoelde werkgever deelt een lijst van de betrokken personen ter goedkeuring mee aan het Comité voor Preventie en Bescherming op het Werk en aan de arbeidsgeneesheer. Een lijst met de namen van de betrokken personen wordt dagelijks bijgehouden.

**Art. 3. § 1.** Personen die vectoren van COVID-19 kunnen zijn, d.w.z. vermoedelijk besmette personen, die personen die een nauw contact of een hoog-risico contact hebben gehad met besmette personen en personen die het grondgebied van het Franse taalgebied binnenkomen na een verblijf op een grondgebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19, moeten een opsporingstest ondergaan volgens de procedures die zijn vastgelegd in de aanbevelingen en beslissingen van de federale en interfederale instanties, zoals uiteengezet op de site info-coronavirus.be.

§ 2. Van de verplichting tot het ondergaan van een opsporingstest worden vrijgesteld:

- 1° personen bij wie geen staal afgenomen heeft kunnen worden om medische redenen die door een arts zijn vastgesteld;
- 2° personen bij wie geen staal afgenomen heeft kunnen worden, volgens de arts die verantwoordelijk is voor de staalname en voor wie zij verschijnen;
- 3° personen die twee maanden voor hun terugkeer een positieve PCR-test hebben ondergaan.

§ 3. Personen die hebben verbleven in een gebied met een zeer hoog risico van besmetting met COVID-19 en die tot de volgende categorieën behoren, zijn vrijgesteld de verplichting tot het ondergaan van een opsporingstest:

- 1° grensbewoners of grensarbeiders die in die hoedanigheid reizen;
- 2° personeel in het goederenvervoer en andere op vervoersgebied werkzame personen die reizen in het kader van de uitoefening van hun functie;
- 3° zeelieden, de bemanning van sleep- en loodsboten en het industrieel personeel dat in offshore-windmolenparken wordt tewerkgesteld, op voorwaarde dat de protocollen ter beperking van het besmettingsrisico worden nageleefd;
- 4° personen die reizen in het kader van een grensoverschrijdende co-ouderschapsregeling;



5° scholieren, studenten en stagiairs die in het kader van hun studies of van een grensoverschrijdende stage dagelijks of wekelijks naar het buitenland reizen;

6° de grensoverschrijdende leerlingen die in het kader van de leerplicht of in het kader van het hoger onderwijs en de sociale promotie reizen naar of van de plaats waar zij onderwijs volgen;

7° de "Border Force Officers" van het Verenigd Koninkrijk;

8° personen die twee maanden voor hun terugkeer een positieve opsporingstest hebben ondergaan;

9° passagiers die minder dan achtenveertig uur in België verblijven;

10° Belgische ingezetenen die minder dan achtenveertig uur hebben doorgebracht in een gebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19, met uitzondering van Zuid-Afrika, Zuid-Amerikaanse landen en het Verenigd Koninkrijk, zijn vrijgesteld van quarantaine.

11° de niet-ingezetenen van België afkomstig uit een gebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19, met uitzondering van Zuid-Afrika, de landen van Zuid-Amerika en het Verenigd Koninkrijk, die minder dan achtenveertig uur in België verblijven;

12° personen die bij de zelfbeoordeling via een "passenger locator form" negatief op COVID-19 testen, zijn vrijgesteld van quarantaine.

**Art. 4.** Het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2020 tot uitvoering van artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt opgeheven.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2021.

**Art. 6.** De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/30908]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 47/17bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé portant sur le protocole de mise en œuvre de la phase 1.b.2 en ce qui concerne les personnes à risque de moins de 65 ans**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 47/17bis inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 68 du 16 décembre 2020 insérant un article 47/17bis dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à la vaccination pour adultes contre la COVID-19;

Vu la proposition de protocole de mise en œuvre de la phase 1.b.2, en ce qui concerne les personnes à risque de moins de 65 ans, de la Cellule wallonne COVID-19 et de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles daté du 17 mars 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 18 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mars 2021;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes « Gender test » du 19 mars 2021 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone du 22 mars 2021 et la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone 22 mars 2021;

Vu l'avis 69.068/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 mars 2021, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par le contexte de crise sanitaire et l'importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière des vaccinations puissent être prises;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité;